



Ah, ça ira, ça ira, ça ira, les éditorialistes à la retraite...

Au lendemain de la journée de grève et manifestations du 7 septembre contre le projet de réforme des retraites, il est intéressant de faire un tour chez les éditorialistes et les commentateurs.

Le Figaro (9 septembre) est sans surprise : il titre sur les « ouvertures de Nicolas Sarkozy » alors que... elles ne portent pas sur les « fondamentaux ».

Les Échos (9 septembre), par la plume de son éditorialiste J.-F. Péresse, qualifie de « sacrifice » les concessions du gouvernement. Sans doute faut-il comprendre que le gouvernement fait un « utile sacrifice » en ... sacrifiant l'essentiel des acquis sociaux. Mais tout doit s'arrêter là : « il ne faut plus rien céder », nous dit-on.

Avec *Libération* (9 septembre), les choses deviennent plus subtiles : Laurent Joffrin explique : « si l'opinion juge injuste la réforme, elle estime qu'on ne peut laisser en l'état le système de retraites ». Faut-il en conclure que l'opinion souhaite une réforme injuste ?

La perle se trouve dans l'éditorial du *Monde* (9 septembre). Éric Fottorino assène : « Sur le fond, pourtant, repousser l'âge légal de départ à la retraite est une nécessité largement admise. » Par qui ? Près des deux tiers des Français désapprouvent cette réforme. Seule l'opinion des élites néolibérales doit-elle être prise en compte ? Mais ce n'est pas tout, l'éditorialiste poursuit : « Sauf à entretenir un mensonge général sur la capacité de l'État à financer le système. » Comment faut-il expliquer que ce qui finance les retraites, ce n'est pas l'État, mais l'activité économique des actifs dont l'évolution n'est jamais, jamais, mise en parallèle par les commentateurs avec l'évolution de la démographie ?

Pour ce qui concerne les prises de position, le bonnet d'âne peut être décerné à Xavier Bertrand qui disserte dans *Libération* (9 septembre). Morceaux choisis :

- « Trente deux milliards [de déficit des retraites] pour l'année 2010 ». Oui, mais en 2008, à la veille de la crise, le déficit n'était que de 2,2 milliards (chiffre du Conseil d'orientation des retraites). À qui fera-t-on croire que cette multiplication brutale par quinze en quelques mois est due à l'allongement de l'espérance de vie ?

- « La baisse des pensions : impensable pour nous. » Or, elle est déjà de l'ordre de 20 % à cause des réformes précédentes et elle le sera d'autant avec la réforme en cours.

- « L'augmentation des cotisations : elle freinerait la compétitivité des entreprises et amputerait le pouvoir d'achat des ménages. » Faux car si on soumet les dividendes à cotisations, cela n'entache en rien la compétitivité des entreprises et cela n'érode que le pouvoir d'achat des nantis, déjà gavés.

- « Nous vivons plus vieux, il est donc normal de travailler un peu plus longtemps. » C'est écrit où ? Dans le ciel, sur les fresques pariétales de Lascaux ou dans le grand livre du Medef ?

Au chapitre des propositions, une vingtaine d'intellectuels ou de responsables syndicaux et associatifs (parmi lesquels M. Aglietta, F. Chérèque, D. Clerc, F. Dubet, T. Piketty, A. Touraine, M. Wieviorka...) se livrent à un bel exercice dans *Le Monde* (9 septembre). Puisque « le projet du gouvernement accroît les injustices sociales et salariales », surtout par les ses mesures d'âge, il faut « engager une réforme globale ». On les suivra totalement quant à la nécessité d'unifier les multiples régimes de retraite existants. Mais pourquoi, pour y parvenir, instituer une retraite à... deux vitesses ? Une avec un « volet contributif, financé par des cotisations sociales ». Une autre avec un « volet solidaire, financé par une fiscalité progressive ». Pourquoi faudrait-il concevoir une retraite « solidaire » dont on voit bien qu'elle serait réservée aux plus pauvres en en faisant un « revenu de citoyenneté » ?

La réponse est ici : « Le nouveau système devra prendre en compte l'augmentation progressive de l'espérance de vie, à la fois par la durée de cotisations et, si nécessaire, des taux de cotisation. Mais, si nous vivons plus longtemps en meilleure santé, et si nous devons travailler plus longtemps pour sauver nos retraites, c'est le principe de la retraite au choix (à la carte) qui devrait prévaloir. » Après nous avoir expliqué que « le relèvement de l'âge minimum de départ à la retraite de 60 à 62 ans accroît les inégalités et les possibilités de choix des salariés sur qui repose l'essentiel des efforts consentis. » Consentis ? Ah, le beau lapsus ! Avec une telle proposition qui rappelle sans le dire les projets de système par points ou de système par comptes notionnels, on ne s'étonnera pas si le front uni contre le projet de Monsieur Sarkozy venait à se lézarder.

Vivement la retraite : Ah, ça ira, ça ira, ça ira, les éditorialistes à la retraite...

Jean-Marie.Harribey

ALTER VILLAGE EN LIMOUSIN

Pour la troisième année, des jeunes et moins jeunes, militant(e)s aguerri(e)s ou simplement « sensibilisé(e)s » d'Attac (et autres personnes intéressées) se sont rassemblés pendant les quelques jours précédant l'université d'été. C'est donc un camp autogéré d'environ cent personnes logées sous tente qui s'est installé du 12 au 19 août sur le site de l'écohameau du Moulin de Busseix à Lagnac le Long.

Camp autogéré, cela signifie que chacun contribue aux tâches nécessaires à son bon fonctionnement : accueil, bar, installations de toilettes sèches, douches, tentes pour les réunions, courses, cuisine, nettoyage, démontage, navettes avec les gares, animation des moments collectifs, etc ... et également que chacun participe en journée à des ateliers suivis d'une mise en commun en soirée.

Si "un autre monde est possible", ce camp proposait de le vivre concrètement. En particulier,

Et pour vous faire regretter de

Une symbolisation très visuelle des destructions du capitalisme opposées aux acquis sociaux du Conseil National de la Résistance, sous forme de triangles inversés.

Cette illustration est directement tirée du travail réalisé au cours de l'Altervillage, lors d'un atelier animé par un groupe de jeunes graphistes.

Ci-dessous un exemple d'utilisation sous forme d'un panneau qui a suscité l'adhésion lors de la manifestation sur les retraites du mardi 7 septembre 2010 à Marseille. Au recto, il portait à gauche en bleu " Savoir d'où nous venons " et en rouge à droite " Voir où ils nous mènent ", rappelant les couleurs de ce verso (désolé, nous n'avons pas encore les moyens d'imprimer en couleur ...):

la participation financière de chacun était libre, un montant indicatif permettant d'évaluer le coût des services et des repas. Le financement global de l'Alter-Village était complété par les recettes de la buvette-accueil, haut lieu de convivialité et de musique.

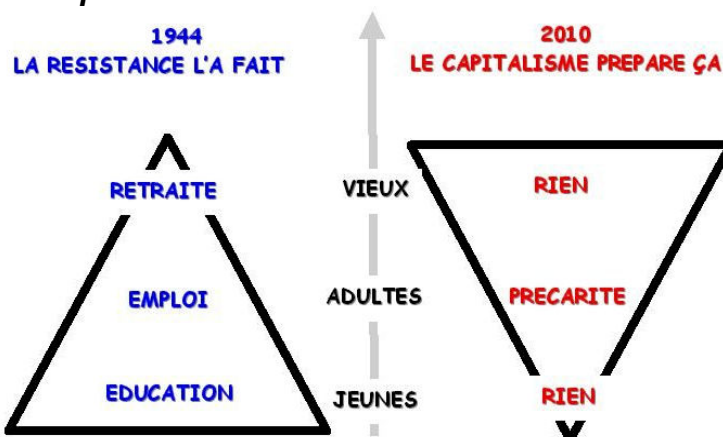
Les ateliers étaient centrés sur les pratiques militantes : théâtre forum, techniques de clown en manifestation, entraînement aux actions non-violentes, atelier d'écriture et de graphisme, réalisation d'une radio web, interventions auprès des collectivités et des médias, jeux alternatifs de la finance, alternatives immobilières et énergétiques, entre autres ...

Ce fut un réel succès tant du côté des participants extérieurs que des résidents de l'écohameau du Moulin de Busseix.

A.Dorange

Comptes-rendus des différents ateliers disponibles sur <http://www.spirale.attac.org/>

ne pas être venu ...



La mobilisation sur les retraites n'étant pas terminée, vous pouvez prévoir cela pour la prochaine manif !

Brève de dernière minute : Le gouvernement veut profiter du débat parlementaire sur les retraites pour engager, sans négociation, une rénovation de la **mission des médecins du travail, qui passerait sous le contrôle des employeurs**. Plusieurs amendements seront bientôt soumis au vote en séance plénière. L'amendement 730 définit ainsi la mission de la médecine du travail : "Conduire des actions de santé au travail visant à préserver la santé physique et mentale des travailleurs, tout au long de leur parcours professionnel, et à les maintenir dans l'emploi." Or, la mission actuelle d'un médecin du travail est "de prévenir toute atteinte à la santé des salariés" dans le cadre de leur travail, rappelle la secrétaire générale du Syndicat national des professionnels de la santé au travail (SNPST). De plus, continue-t-elle, "Donner aux employeurs la définition des missions, c'est comme offrir aux cigarettiers la mise en œuvre de la politique de prévention contre la tabagie. Ce n'est pas compatible".

Université citoyenne 2010 Arles, 20-24 août, par JM

L'université d'été d'Attac était centrée sur la construction d'alternatives en rupture radicale avec la finance et porteuses d'émancipation. Les thèmes étaient variés : biens communs, urgence climatique et justice sociale, finance, crise sociale et alternatives, défendre et refonder l'état social, démocratie et solidarité ainsi qu'une filière plus spécifique pour la formation des élus.

Les nombreux ateliers permettaient de découvrir ou d'approfondir des sujets divers : la monnaie, les banques, les impôts, la taxation des transactions financières mais aussi l'eau, le travail, les villes en transition... Ils étaient généralement animés par des membres du conseil scientifique d'Attac, avec

compétence, pédagogie, disponibilité, simplement mais sans propos réducteurs, avec une grande écoute.

Attac étant une association citoyenne, travaillant les convergences, ses militants ainsi que des syndicalistes et des élus sont aussi intervenus tant pour l'animation que les discussions. Les échanges se poursuivaient lors des pauses déjeuner ou café ; ces moments très conviviaux permettaient aussi d'évoquer les situations et les pratiques des groupes locaux.

Si vous n'avez jamais assisté à une université citoyenne d'Attac, vous avez raté un grand moment ! Rien n'est perdu, vous pourrez participer en 2011 ! Surveillez la presse d'Attac pour connaître les dates et lieu.

Un passionnant Forum Social des Etats-Unis (US SOCIAL FORUM)

D'après un article de Gustave Massiah -30 juin 2010

Le Forum Social des Etats Unis (USSF) qui s'est tenu à Detroit, du 22 au 26 juin 2010, a été un grand succès, un des événements majeurs de l'année globale d'action 2010 du FSM.

Le choix de Detroit a mis la crise au centre des débats. La ville est bombardée par la crise, d'abord celle de l'industrie automobile américaine puis immobilière et économique en cours, avec le passage de la population de 2 millions d'habitants à 0,8 millions. Près de 40% des bâtiments sont abandonnés, murés et en ruine. Une partie significative de la population n'a pas accès à l'eau et à l'électricité. Exemple achevé du modèle capitaliste et de sa crise, Detroit est aussi une des villes des Etats-Unis marquée dans son histoire par des grandes luttes ouvrières et des révoltes urbaines

Plus de 15000 personnes ont participé à l'USSF. Environ 2000 associations ont animé 1300 ateliers et initiatives autogérées. Ce qui a marqué l'USSF, c'est la présence massive des mouvements de base, des « grass-roots », accompagnée de méthodes correspondant à la culture américaine, très participative : parole partagée, pas plus de deux interventions par personne, éclatement en groupes de discussion après les premières interventions, manifestation bruyante de solidarité et d'approbation, interventions slamées, etc.

L'enthousiasme des participants a été constant pendant tout le forum. La mixité était totale du point de vue du genre, des âges et des origines. La présence commune n'annulait pas les contradictions, dans les références et les préoccupations.

Trois séances plénières ont été organisées. La première, « de Detroit aux Etats-Unis », a porté sur les luttes sociales à Detroit sur les mots d'ordre : Another world is possible, another US is necessary, another Detroit is happening. La 2ème « des Etats-Unis au monde » a donné la parole à des représentants des mouvements en lutte dans le monde et aux migrants. La 3ème séance plénière a porté sur les alternatives autour des résistances et des pratiques d'émancipation. On a pu noter une très grande convergence avec les propositions d'alternatives discutées dans les différents forums mondiaux.

Le deuxième USSF a confirmé et dépassé les espoirs du premier USSF à Atlanta. C'est un processus difficile qui se déploie depuis Seattle. Le renouveau du mouvement social et citoyen des Etats-Unis n'aurait pas été possible sans le processus du Forum Social Mondial. C'est une vérification, au-delà des difficultés et des limites, de l'actualité et de la vigueur du processus du FSM.

Pétition d'Attac International et Acme Maroc pour soutenir les habitants de Ben S'Mim (région d'Ifrane - Maroc) face à la privatisation de leur eau par JM

La société "Brasseries du Maroc", appartenant au groupe mondial CASTEL (vins et boissons gazeuses), a annoncé lors de son assemblée générale du 14 juin 2010 sa récente acquisition de la société "Euro-africaine des eaux", société française qui tente depuis 10 ans de s'approprier l'eau de la source de Ben S'Mim contre la volonté des villageois. Cette société bénéficiait depuis 2001 d'un contrat avec l'état marocain pour l'exploitation de l'eau de la source de Ben S'Mim à hauteur de 60% et ce alors que la population du village avait plusieurs fois exprimé son rejet de ce projet.

En effet, il constitue une menace pour leur ressource en eau, base de leurs activités, agriculture et élevage qui dépendent entièrement de l'usage de la source. Malgré cette opposition, la société a achevé la

construction de l'usine d'embouteillage en coopération avec les autorités locales qui n'ont pas hésité à réprimer la population et lancer des poursuites judiciaires contre elle. Le jeudi 22 juillet 2010 a eu lieu le lancement officiel de "Ain Ifrane", nom commercial de l'eau de source de Ben S'Mim alors que 8 des habitants du village sont toujours poursuivis en justice et se présenteront pour la 19ème fois devant la cour d'appel le 25 novembre 2010 pour avoir osé dire non et manifester pacifiquement pour exprimer leur refus de ce projet. Vous trouverez toutes les infos sur le site suivant : <http://www.acme-eau.org/>

Le DVD du film « Water makes money » est disponible en prêt auprès du groupe Attac 87 pour toute projection publique ou privée.

11ème fête bio écologique "Colchique"

Dimanche 19 septembre de 10h à 19h - étang de Courtille à Guéret

Attac 23 tiendra un stand pour donner des informations sur la réforme des retraites.

Des cartes-pétitions demandant la réouverture du service de radiothérapie de l'hôpital public de Guéret seront également proposées à la signature.

Près d'un millier de manifestants mobilisés à Limoges contre les politiques de discriminations

Samedi 4 septembre à Limoges comme dans toute la France, était organisée une journée de mobilisation pour dénoncer les politiques mises en œuvre par le Président Sarkozy et son gouvernement qui visent à stigmatiser différentes catégories de personnes qu'ils soient Roms, gens du voyage, migrants, demandeurs d'asile, jeunes, habitants des quartiers...

Sur un sujet aussi délicat qui vise à dénoncer cette montée du racisme et de la xénophobie, bon nombre de militants montraient une certaine satisfaction de voir la mobilisation prendre une ampleur relativement importante.

Si dans le cortège on retrouvait l'ensemble des partis politiques, syndicats et associations qui avaient appelés à la mobilisation, on distinguait en particulier la banderole du collectif des sans papiers de Limoges ainsi que celle d'habitants de Bussière Boffy qui avaient été récemment menacés d'expulsion par le maire de leur

commune. Une mobilisation citoyenne avait même été nécessaire pour que ces derniers puissent continuer d'habiter sur leur terrain, dans des yourtes.

Au sein de la manifestation, s'était joint un groupe de marcheurs parti le 14 août de Saragosse. Militants d'organisations syndicales, associatives, politiques d'Aragon (Espagne), ils marchent jusqu'à Bruxelles, où ils arriveront pour la manifestation européenne du 29 septembre contre les politiques d'austérité en Europe. S'ils marchent "contre la dictature des Marchés et des gouvernements qui sont à leur service", leur participation en cette journée du 4 septembre voulait aussi marquer une dénonciation des politiques sécuritaires et de replis identitaires qui se développent de plus en plus dans divers pays européens.

GB

Court extrait à méditer ... et à commenter !

"Le choix de faire de la notion du pouvoir d'achat le fondement des politiques est très politique. C'est le choix de privilégier la consommation privée individuelle contre la consommation collective (services publics ou biens coopératifs) ... Le choix de la voiture individuelle suppose une augmentation forte du pouvoir d'achat. Le choix de développer des transports en commun urbains gratuits (sans même parler du vélo ou de la marche à pied) ne supposerait pas une même augmentation du pouvoir d'achat. Une société à vélo et de services publics gratuits serait-elle moins jouissante que la nôtre ?"

D'après Paul Ariès *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance* (p121) 2010 Editions La Découverte

Manifestation « Dessine-moi un Logement » Les 15 et 16 octobre 2010 à Limoges

S'informer, se rencontrer, partager sont les principaux objectifs de cette 2^{nde} édition de « Dessine-moi un logement », pour **garantir un véritable accès à un logement décent pour tous**, avec 3 rencontres :

- **Séance d'information sur le logement « actions et dispositifs locaux »**, à destination des futurs travailleurs sociaux, des professionnels et bénévoles d'associations, **Vendredi 15 octobre de 14 h à 18 h, Limoges Hôtel de Région**

- **Conférence sur le mal logement animée par la Fondation Abbé Pierre Vendredi 15 octobre à 20 h 30, Limoges Amphithéâtre Blanqui** (derrière la Mairie)

- **Rencontres et échanges autour du droit au logement, Samedi 16 octobre de 10 h 30 à 18 h 00, à Limoges Place de la République**

Sommaire	Page		Page
... Les éditorialistes à la retraite	1	Actualités Attac Creuse	4
Alter Village en Limousin	2	Mobilisation contre les politiques de discriminations	4
Université citoyenne 2010 Arles	3	Manifestation « Dessine-moi un Logement »	4
Un passionnant Forum Social des Etats-Unis	3	Court extrait à méditer ... et à commenter !	4
Pétition d'Attac et Acme Maroc	3		

ENCART : Panier du militant + « volants » Film « Water makes money » et Conférence L. et C. Bourguignon